Note d'étonnement en 6 paradoxes

Cette note rassemble les étonnements qui ont traversé le groupe au fil des rencontres à Prague, Mladá Boleslav, Most et Bílina. Ils peuvent servir de points d'appui à une discussion : ce que nous avons cru comprendre, ce qui nous a déconcertés et ce que nous voudrions mieux saisir.

1. Une réussite économique éclatante qui n'empêche pas la montée du populisme

Le premier étonnement tient au contraste entre la réussite économique du pays et sa recomposition politique. En un peu plus de trente ans, la Tchéquie a largement rattrapé l'Europe occidentale. Son PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat atteint environ 91 % de la moyenne de l'Union européenne. Le chômage est de 2,8 %, l'un des taux les plus faibles de l'Union. Le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est également parmi les plus bas (11,3%). À première vue, les ressorts économiques habituels du vote protestataire semblent donc peu présents.

Pourtant, le pays a porté au pouvoir une coalition dominée par ANO (Action des citoyens mécontents), le mouvement d'Andrej Babiš, avec le SPD et les Automobilistes. Comment le comprendre ? Sans doute en regardant la situation sociale au-delà des moyennes. L'inflation a dépassé 14 % en 2022 et les ménages ont perdu environ 10 % de pouvoir d'achat en 2023. Les salaires restent modestes au regard de la richesse produite. Les écarts territoriaux sont considérables : Prague atteint 192 % du PIB moyen européen par habitant, contre 63 % pour la région d'Ústí nad Labem – on observe d'ailleurs une nette polarisation territoriale des votes.

Les questions sociales n'ont donc pas quitté le débat public mais elles sont largement reprises par des forces populistes qui les reformulent en termes de protection nationale, de rejet des contraintes européennes ou d'efficacité de l'État. La disparition de la gauche parlementaire est l'un des faits politiques les plus frappants du voyage : la social-démocratie, qui gouvernait encore le pays dans les années 2000, est absente de la Chambre des députés depuis deux législatures ; la gauche communiste en a également disparu.

Comment interpréter la recomposition du paysage politique tchèque ? Quelle est la part des facteurs propres au contexte tchèque et de ceux liés à une transformation plus profonde de l'offre politique dans les pays occidentaux ?

2. Une économie profondément européenne mais un rapport sceptique (?) à l'Union européenne

La Tchéquie est l'une des économies les plus intégrées aux chaînes de valeur européennes. L'industrie représente près d'un tiers du PIB. L'automobile, à elle seule, pèse environ 9 % du PIB, 19 % des exportations et près de 500 000 emplois. Škoda incarne cette réussite : la marque est un fleuron national mais elle appartient à Volkswagen ; une partie des choix technologiques et stratégiques se décide en Allemagne. Le pays reste ainsi, pour une part, l'arrière-base industrielle de l'économie allemande.

L'intégration européenne ne passe pas seulement par le marché. Depuis son adhésion en 2004, la Tchéquie a reçu environ 75 milliards d'euros de financements européens pour une

contribution proche de 25 milliards. Les fonds de cohésion ont représenté jusqu'à la moitié de l'investissement public. Le pays parait avoir un rapport pragmatique à l'UE : utile lorsqu'elle ouvre des marchés, finance les infrastructures ou sécurise des approvisionnements ; plus contestée lorsqu'elle impose des règles climatiques, migratoires ou industrielles.

Cet euro pragmatisme pourrait être mis à l'épreuve par l'enrichissement du pays. À mesure que la Tchéquie se rapproche de la moyenne européenne, elle pourrait recevoir moins de fonds de cohésion et devenir contributrice nette.

Sur quel récit politique l'appartenance européenne peut-elle reposer lorsque le bénéfice financier devient moins visible ? Quelle place la relation franco-tchèque peut-elle prendre dans ce récit ?

3. Une forte dépendance aux fossiles mais une décarbonation à reculons

La visite de la mine de Bílina et de la centrale de Ledvice a rendu très concrète la place persistante des énergies fossiles. Le charbon représente encore environ un quart du mix énergétique tchèque. Le pays émet près de 8 tonnes de CO_2 par habitant et par an liées à l'énergie, ce qui le place parmi les États européens les plus émetteurs. Le charbon a longtemps fourni à l'industrie une énergie nationale et bon marché ; sa sortie fragilise ainsi un modèle de compétitivité tout entier.

La Tchéquie a pourtant réduit ses émissions d'environ 35 % depuis 2000 et s'est affranchie des hydrocarbures russes. Mais cette indépendance a un coût : le gaz arrive désormais de Norvège ou sous forme de GNL, notamment américain, à des prix plus élevés et plus volatils. La stratégie nationale mise d'abord sur le nucléaire et le gaz. Les renouvelables restent secondaires, tandis que l'échéance de sortie du charbon, annoncée pour 2033, paraît politiquement moins assurée.

L'étonnement tient donc moins à une absence de transition qu'à sa logique : sécuriser l'approvisionnement et contenir les prix avant de réduire rapidement les émissions. Le rejet du Pacte vert et de l'ETS devient une position identitaire, alors même que l'industrie tchèque devra se décarboner pour rester compétitive en Europe. Et l'après-charbon pourrait prolonger la vocation extractive des régions minières, avec le projet de lithium de Cínovec.

Comment le pays arbitre-t-il entre souveraineté énergétique, compétitivité industrielle et décarbonation ? La transition est-elle pensée comme une contrainte imposée de l'extérieur ou comme une stratégie industrielle tchèque ?

4. Une crise aiguë du logement sans régulation du marché

Prague est devenue l'une des capitales européennes où se loger est le plus difficile. Le prix moyen d'achat atteint environ 8 000 euros par mètre carré. Un appartement neuf standard représente 14,6 années de salaire brut moyen. La ville gagne des habitants mais ne construit que 5 000 à 6 000 logements par an. Dans le même temps, le parc municipal, massivement privatisé après 1989, est passé d'environ 200 000 logements à moins de 30 000, soit 4,1 % du parc.

Le tourisme renforce la pression. Prague compte plus de 10 000 logements proposés sur Airbnb. Dans les arrondissements centraux, les locations de courte durée représentent jusqu'à

16 % des logements ; près de 80 % des annonces sont publiées par des hôtes gérant au moins deux unités. Il s'agit donc d'un marché professionnalisé qui retire des logements de la location ordinaire.

Malgré cela, les loyers privés et les locations touristiques ne sont pas régulés. Le voyage a fait apparaître un héritage décisif de la sortie du communisme : la propriété privée et la liberté du marché ont été investies comme les garanties de la rupture avec la planification autoritaire. Réguler peut encore être perçu comme le début d'un retour en arrière. La ville de Prague essaie aujourd'hui de reconstruire une capacité d'action, mais celle-ci nous a paru timide et entravée par un système institutionnel fragmenté.

La crise du logement peut-elle faire évoluer le rapport de la société tchèque à la régulation ?

5. Le souvenir du soviétisme ne garantit pas le soutien à l'Ukraine

Après l'invasion russe de 2022, la Tchéquie a été l'un des pays européens les plus solidaires de l'Ukraine. Elle a accueilli plus de 400 000 réfugiés, soit l'effort le plus important de l'Union rapporté à sa population. Cette mobilisation semblait cohérente avec l'histoire du pays : l'écrasement du Printemps de Prague en 1968 et quatre décennies de domination soviétique auraient pu ancrer durablement une lecture très méfiante de la Russie.

Cette mémoire n'a pourtant pas empêché le retournement politique. Après une première phase de solidarité, l'accueil des Ukrainiens est devenu un objet de débat intérieur, sur fond d'inflation, de crise énergétique et de tensions sur le logement. Le gouvernement actuel adopte une ligne plus restrictive en matière migratoire et se montre moins engagé dans le soutien financier européen à l'Ukraine, même si la Tchéquie continue de participer à certaines initiatives militaires.

La mémoire historique ne produit pas automatiquement une orientation géopolitique. Elle entre en concurrence avec les préoccupations économiques présentes, les stratégies partisanes et la proximité d'une partie du gouvernement avec les dirigeants hongrois ou slovaques.

Comment le rapport à la Russie et à l'Ukraine divise-t-il aujourd'hui la société tchèque ?

6. Une société civile mobilisée mais sans débouché politique

La société civile tchèque montre une forte capacité de mobilisation. Million Moments for Democracy, né pendant le premier gouvernement Babiš, agit comme un vigile de la démocratie libérale. Le mouvement a réuni environ 250 000 personnes à Prague le 21 mars 2026 et recueilli près de 780 000 signatures en soutien au président de la République. Il dispose d'un réseau national et d'environ 10 000 donateurs réguliers.

Mais Million Moments choisit de rester à distance des partis. Si cette indépendance fonde sa crédibilité et lui permet de rassembler largement, elle limite aussi sa capacité à transformer une mobilisation civique en offre politique. Entre une gauche absente du Parlement et une société civile qui refuse le jeu partisan, une partie du mécontentement reste disponible pour les forces populistes.

Quelles forces pourraient redonner une traduction électorale aux attentes sociales et démocratiques ?